

Conclusions du président du Conseil européen faisant suite à la vidéoconférence tenue avec les membres du Conseil européen le 19 août 2020

Biélorussie

1. Les membres du Conseil européen ont débattu de la situation en Biélorussie à la suite de l'élection présidentielle qui a eu lieu le 9 août.
2. L'UE suit très attentivement l'évolution de la situation en Biélorussie, et s'en inquiète de plus en plus. L'élection du 9 août n'ayant été ni libre ni régulière, nous n'en reconnaissons pas les résultats.
3. Les citoyens de Biélorussie ont le droit de décider de leur avenir. Les membres du Conseil européen expriment clairement leur solidarité avec les citoyens de Biélorussie dans leur volonté d'exercer leurs droits démocratiques fondamentaux.
4. Les membres du Conseil européen condamnent la violence disproportionnée et inacceptable dont les autorités nationales ont fait usage contre des manifestants pacifiques. La violence doit être évitée et toutes les personnes détenues illégalement doivent être libérées immédiatement et sans condition. Les membres de la société civile et de l'opposition qui prennent part à des discussions sur la transition politique doivent être protégés contre les arrestations arbitraires et les actes de violence. L'UE demande que tous les cas présumés d'abus fassent l'objet d'une enquête approfondie et transparente.
5. L'UE imposera prochainement des sanctions à l'égard d'un grand nombre de responsables de la violence, de la répression et de la falsification des résultats électoraux.
6. Les progrès accomplis ces dernières années dans les relations entre l'UE et la Biélorussie sont menacés. Toute nouvelle dégradation de la situation affectera nos relations et aura des conséquences négatives.
7. Nous invitons les autorités biélorusses à trouver un moyen de sortir de la crise en mettant fin à la violence, en apaisant les tensions et en engageant un dialogue national sans exclusive. Seul un processus pacifique et démocratique, soutenu par des médias libres et indépendants et par une société civile forte, peut apporter des solutions durables. Toutes les parties, y compris les États tiers, devraient soutenir un tel processus.
8. Nous continuerons à suivre très attentivement la situation et nous sommes prêts à contribuer aux efforts visant à mettre fin pacifiquement à la crise. L'UE soutient pleinement les propositions de l'OSCE en faveur du dialogue en Biélorussie et est disposée à apporter son concours pour en faciliter la réalisation.

Méditerranée orientale

1. Certains États membres ont soulevé la question de la situation en Méditerranée orientale et des relations avec la Turquie. Nous sommes de plus en plus préoccupés par les tensions grandissantes et nous avons souligné qu'il était urgent de les désamorcer.
2. Nous avons exprimé notre entière solidarité avec la Grèce et Chypre et nous avons rappelé et réaffirmé nos précédentes conclusions sur les activités de forage illégales. Nous sommes convenus de revenir sur ces questions lors de notre réunion de septembre. Toutes les options seront sur la table.

Mali

1. Les événements au Mali sont extrêmement préoccupants et risquent d'avoir un effet déstabilisateur sur l'ensemble de la région et sur la lutte contre le terrorisme. L'UE demande la libération immédiate des prisonniers et le rétablissement de l'état de droit.
2. L'UE travaille en parfaite coordination avec les partenaires africains et internationaux et soutient les efforts déployés par la CEDEAO pour trouver une solution conforme aux aspirations de la population malienne.

Press office - General Secretariat of the Council

Rue de la Loi 175 - B-1048 BRUSSELS - Tel.: +32 (0)2 281 6319

press@consilium.europa.eu - www.consilium.europa.eu/press